



La rue est dans l'art

L'art urbain s'expose au centre Jean-Prévoist avec un collectif d'artistes toulousain et des graffeurs locaux. p. 2

Gagnez en confort

Le bureau du logement conseille les Stéphanois pour améliorer le confort des logements anciens. **p. 3**



Le Stéphanois

Bimensuel municipal d'informations locales



Saint-Étienne-du-Rouvray du 12 au 26 mars 2009 N°79

Toutes les raisons de lutter

Ouvriers de l'automobile ou du bâtiment, locataires, infirmiers, handicapés, retraités, étudiants, techniciens... Habitants et salariés stéphanois nous disent les raisons de leurs colères. p. 7 à 10.



Les arts de la rue passent la porte

Avec l'exposition *Poska Nostra*, les cultures urbaines font le siège, pendant près d'un mois, du centre socioculturel Jean-Prévost. À l'honneur : graffitis, infographismes, collages...

Des métros new-yorkais dans les années 1960 aux galeries les plus prestigieuses, le street art, issu du mouvement hip-hop, a en quelques décennies conquis des territoires insoupçonnés. Graffitis, collages, pochoirs, affiches, mais

aussi infographismes, figurines et autres installations en tout genre sont venus enrichir la palette de cet art contemporain, dont l'essence est de s'approprier l'espace public. Méconnus et incompris, ces artistes d'un nouveau genre ont longtemps été cantonnés aux friches industrielles et aux piliers de ponts. Et certains n'en ont pas fini de jouer au chat et à la souris avec les forces de l'ordre. Outre le graff, la culture hip-hop c'est aussi le rap, le DJing (art de mixer des bouts de musiques piochés sur des disques différents), le break dance et tout un code vestimentaire qui permet, d'un coup d'œil, aux membres de la tribu de s'identifier.

Avec l'exposition *Poska Nostra* — référence au fameux clan sicilien, le centre Jean-Prévost offre un éclairage nouveau sur ces pratiques artistiques.

« Ici nous avons déjà *Pôl'Art*, rappelle le directeur, Samuel Dutier. Un atelier qui permet aux jeunes de développer des projets musicaux et d'écritures de textes. Mais je voulais créer, une fois par an, un événement, autour des cultures urbaines appréciées des jeunes du quartier. Sans compter

que c'est aussi l'occasion pour les autres usagers de découvrir la richesse d'un art qui est loin d'être mineur. »

Pour ce rendez-vous, Samuel Dutier a fait appel à *Plastikk Soldier*, un collectif de créateurs, basé à Toulouse. « Nos créations graphiques naissent de notre besoin de regarder le monde différemment. Nous proposons notre vision et notre perception des villes, de nos codes et de nos mœurs », précise le collectif sur son site. Une vingtaine d'artistes, originaires de toute la France, vont ainsi pendant près d'un mois présenter 130 œuvres étonnantes, dérangeantes, souvent assez pessimistes sur l'état du monde. ♦

• **Exposition « *Poska Nostra* » par le collectif *Plastikk Soldier***, centre Jean-Prévost, du 20 mars au 11 avril. Entrée libre. Vernissage, vendredi 20 mars à 18 heures avec la participation de DJ M-Rode et de la compagnie de danseurs hip-hop L'Original. www.plastikk-soldier.com

Un Stéphanois dans la place

Des artistes locaux participent à l'exposition. C'est le cas de Nicolas Leconte, connu sous le pseudo Alias, qui a participé à de nombreux projets graff dans la ville. « J'ai démarré dans un atelier animé par Alain Chavatte à La Houssière en 1995. J'ai toujours dessiné, mais je m'ennuyais avant de découvrir cette technique. Pour moi, il s'agit d'une culture à part entière. Le graff est un travail sur la calligraphie très poussé, sur le mouvement, la dynamique. Le plus difficile, c'est de développer son propre style. » Il y a quelques années, Nicolas a créé sa micro-entreprise, *Graffiti-concept*. Il travaille à la commande pour les particuliers, les entreprises ou les collectivités. • www.graffiti-concept.fr



Rendre l'habitat habitable

Le bureau du logement aide les habitants, propriétaires ou locataires à rendre du confort à leur logement. Avec à la clé, conseils pratiques et subventions...



Quatre-vingt-quatre demandes d'aides à l'amélioration de l'habitat ont été faites l'an dernier.

L'habitat ancien, avec le temps, peut vite devenir inconfortable, voire insalubre. Ou invivable quand les occupants eux aussi vieillissants n'ont plus l'agilité, par exemple, de monter l'escalier. Depuis trois ans, la Ville a pris la question à bras le corps en passant convention avec le Centre départemental d'amélioration de l'habitat (CDAH76) pour accompagner les locataires ou propriétaires stéphanois dans l'amélioration de leur logement ancien. La Ville prend en charge les frais de dossier. Les Stéphanois ont su en profiter. Le bureau du logement a reçu 94 demandes l'an dernier.

Les propriétaires bailleurs peuvent aussi en bénéficier. Ainsi Lise Nicolle a pu faire remettre en état trois logements rue Léon-Gambetta

qu'elle avait hérités de son père : « *je ne pouvais plus les louer, c'était dangereux, il fallait tout refaire* », précise-t-elle. Un dossier compliqué pour cette dame qui habite à Paris. Le CDAH a pris en charge le dossier du début à la fin, avec 65 % de subventions. « *Aujourd'hui les logements sont neufs, dignes, et vont permettre de loger des personnes en difficulté* », se félicite Lise Nicolle qui s'est engagée pendant neuf ans à maintenir des loyers très bas.

Pour les personnes âgées, le CDAH est une aide irremplaçable. Il monte le dossier financier, contacte les entreprises, suit le chantier « *Pour faire face à un handicap, il ne faut pas attendre quinze ans, sourit Sylvie Linant, du CDAH 76, toutes les demandes sont étudiées.* » Selon les ressources, et le type de travaux, le

dossier peut bénéficier d'aides, le CDAH le vérifie, il apporte aussi ses conseils techniques, qui vont de l'adaptation au handicap à la performance énergétique. « *Nous touchons également des jeunes qui achètent des logements anciens, remarque Sylvie Linant. Ils n'ont pas toujours les moyens de faire tous les travaux nécessaires, ou les font mal. Mieux vaut vérifier.* »

Au total, 375 000 € de travaux d'amélioration a été réalisé en 2008 avec ce dispositif, ce qui constitue aussi un marché important pour les artisans de la commune. ♦

• **Bureau du logement,** permanence de 9h30 à 12 heures, le 2^e jeudi du mois à la maison du citoyen, le 4^e jeudi du mois en mairie. Renseignements auprès du guichet unique au 0232958394.



Mon soutien aux luttes

90 000 demandeurs d'emploi supplémentaires ont été recensés au mois de janvier. Autant d'hommes et de femmes privés de travail, suspendus aux nouvelles règles iniques de l'indemnisation du chômage, frappés de plein fouet dans la maîtrise de leur vie.

Quand je vois la souffrance sociale qui se cache derrière ces chiffres, je ne peux que dire ma colère devant la détermination méprisante de la droite à vouloir systématiquement privilégier la finance sur le travail, le profit sur les salaires. Or, on ne soutient pas l'investissement en laissant les actionnaires détruire le savoir-faire industriel de notre pays, en sacrifiant la recherche et l'université, en s'attaquant aux collectivités territoriales qui font les trois quarts de l'investissement public en France et en faisant fondre le pouvoir d'achat des familles salariées.

C'est pourquoi j'exprime solennellement mon soutien aux luttes qui se développent actuellement pour exiger des augmentations de salaires, pour mettre l'emploi sous protection par un moratoire sur les licenciements, pour investir massivement dans les services publics et réorienter l'argent des banques vers l'investissement utile.

Des propositions largement exprimées dans les rues le 29 janvier et lors de la prochaine journée d'action du 19 mars, qui, je l'espère, remportera un succès grandissant. Elle doit participer à l'union d'un front de gauche capable d'imposer des changements dans la politique conduite dans notre pays.

Hubert Wulfranc,
maire, conseiller général

Deux colosses aux racines fragiles

Un petit champignon, l'armillaire, aura eu raison des deux grands chênes qui trônent à l'entrée du parc Henri-Barbusse, près de la stèle dédiée à l'écrivain. Une visite de prévention par un phytopathologiste a révélé que les racines de ces arbres bicentenaires étaient attaquées. « *Vu leur état, aucune méthode de lutte n'est envisageable*, déplore Christian Saussaye, responsable du service des espaces verts. *Nous devons donc les abattre avant qu'il n'y ait des ruptures*

dans les branches ou même sur le tronc. Ils pourraient peut-être rester debout encore longtemps, mais on ne peut pas se permettre de prendre des risques dans un endroit public comme le parc. » Le service a déjà dû abattre en janvier un grand hêtre installé près du kiosque, victime de pourriture. Les chênes disparaîtront fin mars, ils seront démontés progressivement par les élagueurs. Ensuite les souches seront arrachées et le sol traité pour éliminer toute trace des parasites. ♦

► Permanence d'élu

Joachim Moyses, premier adjoint au maire, tiendra une permanence jeudi 26 mars à 14 heures, quartiers La Houssière/Ambroise-Crozat/René-Hartmann, à la salle polyvalente de la bibliothèque Louis-Aragon (rue du Vexin).

► Cérémonie du 19 mars

La municipalité et le comité local Fnaca (Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie) invitent les Stéphanois à la cérémonie du 47^e anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie jeudi 19 mars à 17h30 au cimetière centre.

► Heure d'été

Il vous faudra avancer vos montres d'une heure dans la nuit du 28 au 29 mars.

► Opération propreté

Le service de la voirie procédera à un grand nettoyage les 23 et 24 mars sur l'avenue des Platanes, les rues Pierre-Sémard, de Paris, et des Coquelicots, dans le cadre de Ma ville en propre.

► Aide aux sans-papiers

Le Collectif solidarité antiraciste et pour l'égalité des droits vient en aide aux personnes étrangères en difficulté pour obtenir des papiers. Il tiendra une permanence mardi 24 mars à 18 heures à l'espace associatif des Vaillons (267, rue de Paris). Tél. : 0633467802, collectifantiracistes@orange.fr

Licenciés sans parachutes dorés

Les salariés de l'imprimerie offset numérique, licenciés, réclament des indemnités à leur ancien employeur.



Les salariés de l'imprimerie réclament des négociations.

L'imprimerie offset numérique, rue de la Boulaie, a fermé et laisse à la rue 56 personnes avec des indemnités de licenciements au minimum. Elle dépend du groupe Morault qui compte une douzaine d'autres imprimeries. Les lettres de licenciement sont arrivées à la mi-février. Dès la semaine suivante, des camions venaient emporter les machines. Sauf que les salariés ont refusé de les laisser partir sans obtenir les négociations que le patron refuse. « Nous demandons entre 1500 et 2000€ par personne et par année d'ancienneté, résume la responsable CGT, Florence Sainsaulieu. Plus une prime de 20000€ par personne. » Pour l'instant Didier Rougeolle ne toucherait que 2000€ « pour neuf ans et quatre mois d'ancienneté, c'est lamentable ». Le

maire et conseiller général, Hubert Wulfranc, et Claude Collin, conseiller général, ont demandé à la préfecture de convaincre Yves-Marie Morault de négocier avec les salariés. De son côté, le tribunal de Rouen, saisi par le liquidateur qui demandait à récupérer les machines avait demandé l'engagement de discussions entre les partenaires sociaux. Yves-Marie Morault a finalement accepté de participer à une réunion avec les salariés le 5 mars. Il n'y a pas fait de propositions complémentaires, une réunion était donc prévue le 10 mars.

L'entreprise imprimait des pochettes de CD, le téléchargement sur internet aurait réduit les ventes et condamner l'imprimeur à fermer. « Mais on fait aussi des jeux vidéo et ça, ça marche encore bien, il y a des

commandes », réfute Pierre Bogaczyk, conducteur offset. Les salariés ont monté un comité d'entreprise « pour se défendre, pour voir les comptes, dit Didier Rougeolle, et les problèmes ont commencé. » Pour eux, le propriétaire, Yves-Marie Morault a préféré fermer l'usine plutôt que d'accepter une représentation syndicale dans l'entreprise. « Si on avait eu un patron qui voulait se battre, il y avait de quoi faire vivre la boîte », assure Didier Rougeolle. Opérateur en pré-presses, 21 ans d'ancienneté, David Rimbart vit seul avec son fils et gagnait 1060€ net, « 1200€ avec les heures supplémentaires, ici j'ai passé des nuits entières, des samedis, se faire mettre à la porte comme ça... ». Contacté, le directeur de l'imprimerie n'a pas souhaité répondre à nos questions. ♦

► Campagne de dératation

La Ville, en collaboration avec la société Normandie dératation, entreprend une campagne de dératation du 16 au 19 mars. Une voiture haut parleur circulera dans les rues de la ville afin de distribuer des produits raticide et souricide aux administrés.

► Coinchée et tarot

Le Comité des quartiers du centre organise une journée cartes samedi 21 mars à l'espace associatif des Vaillons (267, rue de Paris). Coinchée à 14 heures ; tarot à 21 heures. Inscriptions, une demi-heure avant. Le Mobilo'bus emmène les personnes à mobilité réduite à l'après-midi coinchée en réservant au guichet unique : 02 32 95 83 94.

► Emplois en Seine les 19 et 20 mars

L'association Carrefour pour l'emploi propose la 5^e édition du forum des Emplois en Seine. Les entreprises recrutent en direct, mais cela demande une réelle préparation à des entretiens pour chacun. Tous les profils sont ciblés, de tout niveau de compétence, de qualification et d'expérience. L'entrée est libre et gratuite de 9 à 18 heures. Parc-expo, hall 1.

Promotrans ouvre ses portes

Le groupe Promotrans, formateur

transports, logistique et maintenance poids lourds, propose une journée portes ouvertes, samedi 28 mars, de 10 à 17 heures. Au programme, échanges avec l'équipe pédagogique et d'anciens élèves, et présentation d'un simulateur de conduite... Promotrans, rue de la Grande-Épine, 02 35 65 48 85, www.promotrans.fr

ÉTAT CIVIL

Mariages

Del Thomas et Brigitte Lepesqueux, Mohammed Hattab et Khadija Maknous.

Naissances

Walid Aggou, Sephora Baraud, Raphaël Budaï, Nélío Charlier, Wassila Ezzaiani, Noa Godon, Kylian Grancher, Othmane Ibrahimi, Haïder Lahbib, Zeïneb Moussi, Nawel Sannier, Lenny Taillefer, Alice Vinouze, Yâsin Yilmaz, Lalla Zine Eddine.

Décès

Gérard Bonami, Denise Buchy, Marcel Aimé, Stéphane Turquet, Joannès Ducimetière, Jacques Colombel, Raymond Carrier, Olivier Radenac, Monique Delaunay, Félix Briand.

Le Stéphanois

Journal municipal d'informations locales.
 Directeur de la publication: Jérôme Gosselin.
 Directeur de la communication: Bruno Lafosse.
 Réalisation: service municipal d'information et de communication
 02 32 95 83 83
serviceinformation@ser76.com
 BP 458 - 76 806 Saint-Étienne-du-Rouvray CEDEX
 Mise en page: Aurélie Mailly.
 Conception: Anatome.
 Rédaction: Nicole Ledroit, Sandrine Gossent, Bruno Lafosse, Francine Varin.
 Photographes: Eric Bénard, Jérôme Lallier, Guillaume Polère.
 Distribution: Claude Allain.
 Tirage: 15 000 exemplaires.
 Imprimerie: ETC, 02 35 95 06 00.
 Publicité: Médias & publicité, 01 49 46 29 46.

Enfance

Escapades de printemps

Les enfants se mettent au vert lors des vacances de printemps. Pour eux, un programme d'animations très nature a été mis sur pied.

Avec près de 300 enfants, les centres de loisirs ont fait le plein pendant les vacances de février. On peut parier qu'il en sera de même en avril, d'autant qu'avec les beaux jours, le service municipal de l'enfance voit loin et propose de courts séjours, comme une répétition des escapades de l'été qui approche. Pour les 6/11 ans, le gîte à la ferme de Douville-en-Auge, en deux séjours d'une semaine, plonge les enfants au milieu des animaux: la traite des vaches, la nourriture des cochons... Le dépaysement est assuré, « *et avec de la chance, il y aura la naissance de veaux* », espère Rose-Marie Tribet, responsable des séjours au service de l'enfance. Pour les 11/14 ans, le séjour proposé est sportif: escalade, parcours aventure, tir à l'arc, canoë sur l'Orne au centre de pleine nature de Clécy. De quoi se faire plein de souvenirs.



En avril, les plus jeunes pourront passer une semaine à la ferme de Douville-en-Auge.

À Saint-Étienne-du-Rouvray aussi la nature sera très présente.

Le centre de loisirs maternel Louis-Pergaud prévoit des sorties à la ferme pour faire découvrir les animaux nouveau-nés aux enfants et apprendre à fabriquer du fromage. Le second centre de loisirs maternel, Anne-Frank, poursuit son exploration de la nature environnante. Après la découverte des insectes et des plantes, les vacances d'avril seront consacrées à la protec-

tion de l'environnement, le tri des déchets, le recyclage, avec des sorties en forêt.

Le centre de loisirs de La Houssière invitera les plus grands de 6 à 13 ans à des vacances tout aussi actives. Au choix, selon l'âge, déguisements et dessins animés, création d'un orchestre de musique, ou plongée dans les jeux du monde. Avec bien sûr des sorties, du sport, de la piscine. Enfin pour celles et ceux qui ont envie de bouger, sans for-

cément être très sportifs, Destination sports propose pendant deux semaines l'initiation à toutes sortes de disciplines: du golf au judo en passant par le handball, le tennis, le water-polo... L'activité est encadrée par Isabelle et Emmanuel, deux sportifs confirmés. ◆

• **Inscriptions en mairie ou à la maison du citoyen dès maintenant.** Le programme des vacances d'été paraîtra dans *Le Stéphanois* du 26 mars.

Personnes âgées

Cap sur l'île de Ré

Seniors en vacances est un dispositif faisant bénéficier les personnes âgées à revenus modestes des chèques vacances (ANCV) pour les aider à partir en congés. Il s'adresse aux personnes de 70 ans et plus, autonomes et valides, non imposables avant déduction fiscale. Dans ce cadre, la Ville propose pour octobre un nouveau séjour, sur l'île de Ré, à

Saint-Clément-des-Baleines, entre marais salants et réserve naturelle. « *Il est prévu la découverte de l'île et des oiseaux, des visites au phare des baleines et à l'écomusée du sel*, précise Géraldine Bretteville, responsable des animations du 3^e âge, *ainsi qu'une journée à La Rochelle, et des animations.* » Le séjour est en pension complète du 3 au 10 octobre, soit 8 jours

et 7 nuits, pour 300 €, avec possibilité de payer en plusieurs fois. Il est conseillé de réserver, en téléphonant au 02 32 95 93 58. Deux réunions d'information sont organisées le 24 mars à 10 heures à la résidence Ambroise-Croizat, rue Pierre-Corneille, et le 26 mars à 14h30 au foyer Geneviève-Bourdon, tour Aubisque périphérique Henri-Wallon. ◆

► S'informer sur Alzheimer

L'association France Alzheimer organise une

réunion pour évoquer avec les familles les solutions d'aide et de répit aux aidants qui s'offrent dans l'agglomération. Samedi 14 mars, 9 h 30, salle Toulouse-Lautrec au centre hospitalier du Bois Petit, 8 avenue de la Libération à Sotteville-lès-Rouen.

► Des sorties avec l'UNRPA

L'Union nationale des retraités et personnes âgées propose une promenade à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), avec la visite des musées de la batellerie, du vélo et repas sur le site, mercredi 8 avril. Renseignements au 02 35 66 46 21 ou 02 35 66 53 02 ou 02 35 66 05 35.

► Foire à tout

L'école maternelle Pauline-Kergomard (188, rue de Paris) organise sa première foire à tout samedi 28 mars de 8 à 17 heures. Ventes d'objets divers, stands de jeux pour les enfants et buvette.

► Un récital à la résidence Croizat

Le club de la Bonne humeur de la résidence Ambroise-Croizat (22, rue Pierre-Corneille) fêtera le printemps en musique mardi 24 mars, dès 15 heures. En un récital de deux heures, Patrick Laville interprétera un siècle de chansons françaises. Ouvert à tous. Tarif : 5 €. Renseignements au 02 76 01 80 42.

Médiation

Un sage au Château Blanc

Abderrahim Benkacem fait le lien entre les familles d'origines maghrébines non francophones et les écoles Wallon et Macé. Au Château Blanc, il est considéré par tous comme un sage.

Sa silhouette longiligne est connue de tous au Château Blanc. Impossible pour Abderrahim Benkacem de mettre un pied dehors sans être interpellé par les uns ou les autres. Qu'une famille maghrébine se retrouve face à un problème administratif, une difficulté avec un enfant ou un souci de logement, c'est lui qu'elle sollicite. Dans le quartier, il se fait plus souvent héler par le surnom de « Moellim », l'instituteur en arabe, que par son prénom. Mais la tâche principale de ce médiateur employé par la Ville est de consolider les liens entre les parents, les enfants et l'école. Cet ancien enseignant marocain, arrivé en France en 1991, travaille auprès des établissements Henri-Wallon et Jean-Macé. Il y anime deux soirs par semaine des ateliers dans le cadre du contrat temps libre (CTL). **« Je suis un facilitateur, je suis là pour lever les incompréhensions de part et d'autre »**, souligne-t-il. La plus grande difficulté c'est d'abord la barrière de la langue. « Dans certaines familles, ce sont les enfants qui servent d'interprètes. Lorsqu'il y a un mot dans le cahier, bien sou-



Deux soirs par semaine, Abderrahim Benkacem anime un atelier à Henri-Wallon et à Jean-Macé après les cours. Aide aux devoirs, calligraphie arabe... sont proposés aux enfants inscrits.

vent, les parents signent sans comprendre ou bien l'enfant raconte ce qui l'arrange. Des pères ou des mères assistent aux réunions organisées par les enseignants, sans rien comprendre de ce qui s'y dit. Et n'osent pas faire répéter. Parfois aussi j'explique un contexte socioculturel aux enseignants pour leur permettre de saisir une décision prise.» Abderrahim Benkacem se souvient par exemple de refus de pères de voir partir leurs filles en classes de neige par crainte de dortoirs mixtes, de régime

alimentaire non conforme aux traditions familiales... « C'est rarement pour une raison financière, constate le médiateur. Quand on prend le temps d'expliquer, de rassurer, la plupart du temps, tout s'arrange.» La directrice de Wallon, Sylvie Démarest, confirme l'importance du rôle tenu par ce médiateur : « Aborder par exemple la question de l'orientation d'un élève, quand on ne se comprend pas, ce n'est pas simple. Surtout lorsqu'il est question d'une orientation spécialisée pour

laquelle il est souvent nécessaire de remplir des dossiers conséquents.» Le souhait d'Abderrahim Benkacem serait que les familles rentrent dans l'école la tête haute, « qu'elles n'aient plus ce sentiment d'infériorité vis-à-vis de l'institution ». Et d'ajouter : « Ces familles s'accrochent à l'école pour voir leurs enfants s'élever. Elles ont bien compris qu'une bonne éducation, qu'une bonne scolarité, leur permettra de devenir de bons citoyens.» ♦

Les nouveaux visages de la lutte

Face à la crise, ils défendent leur emploi, leurs conditions de travail, leur retraite ou leur salaire. Syndicalistes, militants associatifs, mais aussi salariés s'impliquent dans les mouvements en cours, parfois pour la première fois. Ou les observent uniquement. Dix Stéphanaïses et Stéphanaïses donnent leurs points de vue et expliquent leurs raisons d'agir.

« Avant je n'osais pas »

Marie-Ange Derue, agent d'entretien à l'université de Madrillet

Marie-Ange est la première surprise, il y a quelques semaines elle a assisté, pour la première fois de sa vie à une des nombreuses assemblées générales qui se tiennent ces derniers temps à la fac de sciences. Elle a même fait grève. « *Il faut se battre, avant je n'osais pas, mais maintenant j'en ai marre.* » Entrée en contrat emploi solidarité en 1993, elle est restée quelques années sous statut précaire avant de devenir titulaire de son poste. Aujourd'hui, elle est responsable de l'entretien du laboratoire auquel elle est rattachée et formée pour intervenir dans des labos qui manipulent des objets et substances plus ou moins dangereux. Marie-Ange encadre également des personnes employées par une entreprise privée de nettoyage. « *Elles travaillent dans des conditions de grande précarité. Ce sont des emplois Kleenex.* » Elle vit très mal les suppressions de postes annoncées à l'université. « *C'est encore les petits, les catégories C, qui vont trinquer. C'est sûr que je ne sais pas faire le boulot d'un chercheur, mais dans un laboratoire, chacun à son niveau est indispensable.* »



« Nous demandons le gel des loyers »

Stan Vanorle, secrétaire d'une amicale de locataires

Pour la première fois le 29 janvier, la Confédération nationale du logement (CNL) participait au mouvement intersyndical. « On sera aussi là le 19 mars, assure Stan Vanorle, la loi Boutin est très dangereuse. » Secrétaire de l'amicale CNL du Bic Auber, Stan Vanorle est un ancien chaudronnier de l'entreprise Lozay, il sera en retraite cette année, « trois fois mis à la porte, faut pas douter de soi, lâche-t-il. La CNL ça me donne de l'énergie ».

Il ne cache pas son inquiétude pour les locataires. « Les gens ne mesurent pas encore, mais tout le monde va y être confronté. Il n'y a plus de budget pour le logement social, les fonds et les constructions diminuent. Demain un couple de smicard paiera le surloyer puisque le projet de loi Boutin veut rabaisser le plafond des ressources. Qui dans le privé voudra loger une famille au Smic ? Ou des personnes âgées à qui on aura demandé de quitter leur logement parce qu'il est trop grand pour eux ? Le projet prévoit aussi de réduire de 3 à 1 an le délai d'expulsion... c'est très grave, les gens n'auront pas le temps de se retourner. Nous demandons le gel des loyers, les charges locatives augmentent déjà assez, les gens ne pourront plus payer. Surtout si on n'est pas sûr de garder son travail. »



« Ni pauvre, ni soumis »

Monique, handicapée moteur

Dans les manifestations du 29 janvier, il y avait aussi des personnes en fauteuil roulant. Monique*, handicapée moteur et membre de l'Association des paralysés de France, est solidaire du mouvement « Ni pauvres ni soumis » qui regroupe une centaine d'associations « pour que les handicapés ne soient plus les laissés pour compte de cette société du



« La course au rendement »

Agnès Dalle, assistante d'un laboratoire, CNRS, université du Madrillet

« **S**arkozy n'en a qu'après les fonctionnaires. À l'écouter, nous creusons tous les déficits. C'est vrai que nous avons la sécurité de l'emploi, mais pour combien de temps encore ? Toutes les réformes lancées en douce fragilisent ce statut. C'est comme le principe des concours qu'on tente de remettre en cause. Dans la fonction publique, c'est pourtant la seule façon d'évoluer. Si je n'ai plus cette possibilité pour avancer dans ma carrière, je ne vois pas comment je pourrais continuer à être aussi motivée. »

La gestionnaire CNRS du laboratoire a vu en quelques années la situation se tendre au sein de l'université. « On est passé de 11 labos CNRS à l'université de Rouen en 1997 à 5 aujourd'hui. Les petits disparaissent au profit de plus grosses structures. Le laboratoire pour lequel je travaille est passé de 80 à 120 personnes, mais je suis toujours la seule administrative. Le rendement est de plus en plus pris comme critère d'évaluation. » Si Agnès Dalle dit ne pas « avoir l'esprit gréviste », elle assure être tout à fait solidaire du mouvement lancé il

y a déjà quelques semaines par les chercheurs. « On est une vraie équipe. Et quand je vois le mépris avec lequel ils sont traités par le président de la République, je me dis qu'il n'a vraiment rien compris. »

« L'État ne parie plus sur l'éducation »

Marilyne Certain, doctorante en physique

« **L**a situation actuelle est très angoissante. Je suis en cinquième année après le bac et je ne suis absolument pas certaine de pouvoir devenir enseignant-chercheur. J'aurais pu entrer dans une école d'ingénieur, mais j'ai toujours voulu faire de la recherche fondamentale. Pour moi c'est très enthousiasmant de se dire qu'on recherche des choses sur lesquelles personne n'a encore rien trouvé. C'est l'envie de réfléchir et d'apprendre tout le temps qui m'a toujours motivée. Je suis convaincue de toute l'importance du savoir pour être capable de réfléchir. Je regrette beaucoup qu'on ne mise aujourd'hui que sur la professionnalisation des formations qui offrent juste l'enseignement qu'on estime nécessaire. L'État ne parie plus sur l'éducation, ce n'est plus une priorité. C'est désolant. »

travail et du mérite ». La principale revendication de « Ni pauvre ni soumis », est le relèvement de l'allocation adulte handicapé (AAH) à hauteur du Smic brut, « impossible et soumis à cotisations sociales, pour participer à la collectivité », précise-t-elle. Aujourd'hui le montant de l'AAH est de 652,60 €. Le candidat Nicolas Sarkozy avait annoncé une revalorisation de 25 % sur cinq ans. Si en 2008 la revalorisation a bien été de 5 %, en 2009 elle ne devrait être que de 4,4 % en deux fois, en avril et en septembre... « Le handicap prive souvent

d'accès à l'emploi, ce n'est pas un choix de vie. Il est anormal qu'une personne en incapacité de travailler vive en dessous du seuil de pauvreté, s'insurge Monique. Par contre comme je consomme beaucoup de médicaments et beaucoup de consultations médicales, je suis concernée par le malus (N.D.L.R. : forfait de 50 € par an). L'AAH est légitime, je suis citoyenne à part entière. » Ajoutons que le handicap coûte cher : aménagements de la maison, fauteuil électrique...

* Le prénom a été changé.

« Si on tire trop sur la corde... »

Lucien di Giacomo, technicien au Cété (centre d'études techniques de l'Équipement)

Lucien a intégré la fonction publique d'état en 1996, après avoir travaillé pendant vingt-quatre ans dans le privé. « Je vois bien qu'on essaie de casser le public, de l'accuser de tous les maux. On divise pour mieux régner c'est un classique. Et aujourd'hui dans le privé il y a une telle peur du licenciement, que c'est facile de casser du sucre sur les fonctionnaires. » Avec un salaire moyen, le Stéphanois note qu'il est de plus en plus obligé de se restreindre. « Il y a quelques années avec un Smic on pouvait vivre, sans faire de folie mais on arrivait à payer un loyer et ses factures, aujourd'hui ça devient impossible. On parle des travailleurs pauvres: ils travaillent, mais n'ont pas de logement, n'arrivent pas à finir le mois. J'ai l'impression que cette situation est dangereuse parce que tout travail doit être rémunérateur, permettre de vivre, sinon autant rester couché. Je ne suis pas de toutes les manif's, mais le 19 mars, je serai dans la rue pour dire au président que je ne suis pas d'accord avec ce qu'il fait. On n'est pas des larbins, on réfléchit. Et moi, ce qui m'inquiète c'est que je sens que si on tire trop sur la corde, elle va casser. On voit bien que certains jeunes sont tentés de se radicaliser. Il faut faire attention... »

« Les grèves, je n'y crois pas »

Jean-Louis Le Roy, carreleur

Dans mon cas, je trouve que la crise a le dos large. Je pense plutôt que mon patron a profité de la situation générale pour mettre dehors les personnes dont il voulait se séparer, analyse le jeune homme tout récemment licencié d'une PME du bâtiment stéphanoise avec huit de ses collègues. Le patron a sans doute des soucis de trésorerie, mais il a aussi de gros chantiers. Je ne suis pas sûr que cela aille si mal que cela pour lui. La crise? Franchement, avec mon métier, je ne crains pas de rester au chômage. Je viens d'aller au Pôle emploi, ils m'ont dit de réfléchir à une formation. Je ne sais pas, c'est peut-être l'occasion de passer à autre chose. En tout cas, les manifestations, les grèves, moi je n'y crois pas. Ce n'est pas d'aller dans la rue qui fera changer les choses pour ceux qui comme moi sont au bas de l'échelle. »



« Vivre décemment à la retraite »

Bernard Travers, retraité Gaz de France, membre de l'UNRPA

A 76 ans, le retraité précise d'emblée qu'il n'est pas particulièrement à plaindre, « parce que j'ai la chance d'être propriétaire de mon logement. Si je devais payer un loyer ce ne serait pas la même chose. » « Moi, j'ai commencé à travailler à 14 ans comme manoeuvre, j'estime que j'ai pas mal donné. Après une vie de labeur, c'est normal d'avoir les moyens de vivre décemment à la retraite. Mais avec les prélèvements sociaux, les franchises médicales, les remboursements des médicaments... et les prix des produits alimentaires qui augmentent alors que les pensions restent au même niveau, c'est sûr que le pouvoir d'achat se restreint. » Bernard Travers ne comprend pas la remise en cause des retraites par répartition: « C'est pourtant le système le plus juste. Parce que les retraites par capitalisation, c'est bien gentil, mais quand on n'a déjà pas trop d'argent pour vivre, comment on fait pour en plus, en mettre de côté? »

Le 29 janvier dernier, il était dans la rue avec son épouse, il y sera aussi le 19 mars. Le retraité se souvient des mouvements syndicaux qui ont fait date: 1936, 1968, 1972 pour les retraites complémentaires... « Il ne faut jamais oublier l'Histoire... »

« On ne peut pas tout accepter »

Jean-Yves Herment, infirmier psychiatrique et Armelle Filandre, aide soignante



Les conditions de travail se précarisent. On ne peut pas tout accepter à cause de la crise », explique posément Jean-Yves Herment. Comme Armelle Filandre, il vient de rejoindre la CFDT. Il travaille au service d'admissions de l'hôpital du Rouvray, un travail de quart, matin, midi ou nuit, week-ends compris. Il finit parfois à 22 heures pour reprendre à 7 heures, il gagne 1600€ net par mois. « Le 29 janvier était une action multi-profession-

nelle et intersyndicale, c'est intéressant. Il y a une grande inquiétude. On réfléchit à d'autres moyens que la grève, parce que les gens ne peuvent plus se permettre de perdre de l'argent. » La situation de l'hôpital l'inquiète autant. « On nous demande plus de responsabilité sans moyens, sans nous écouter. Il y a longtemps que nous sommes en sous-effectifs. Pour bien traiter les patients, pour éviter la violence, il faut du monde. » « Le personnel soi-

gnant n'a plus le temps d'accompagner les patients. Ce n'est pas du bon soin, c'est du vite fait, regrette Armelle Filandre, aide-soignante depuis vingt-deux ans. Les malades changent, c'est très social, plus de divorces, plus de chômage, les gens en souffrance sont vite mis sur le bas-côté, la seule solution c'est l'asile. En hiver, les gens viennent à l'HP pour manger et dormir. Les problèmes que se pose le personnel se posent aussi aux patients. »

« Changer le système »

Antonio Fonseca Martins, technicien de maintenance à la fonderie de Cléon

Cette semaine de février, Antonio Fonseca Martins est en chômage technique. Il a déjà subi une semaine chômée en décembre, puis en janvier, et en redoute encore une en mars. Technicien de maintenance depuis seize ans à la fonderie de Cléon, il n'est pas syndiqué. Mais le 29 janvier, il mani-

festait, comme de nombreux salariés de la fonderie, c'était d'ailleurs un jour chômé. « Sarkozy dit que le chômage technique sera remboursé à 70 %, mais ça fait quand même une baisse. Chez Renault Cléon, ils travaillent deux jours, en chôment trois. Au dernier moment, on leur dit: "demain vous restez chez vous". Ce n'est pas normal que l'État paye. Dans l'automobile, ils ont gagné des milliards pendant des années. C'est Renault, les actionnaires, qui devraient payer et rembourser à 100 % le chômage technique. » Il indique que 70 %

de la production de Renault se fait à l'étranger. « Facile pour Renault de dire qu'ils ne délocaliseront pas, c'est déjà fait. » Selon lui, il y a deux urgences: augmenter les petits salaires et « changer le système, une entreprise ne doit pas être gérée par des actionnaires, les dividendes doivent être réinvestis dans l'entreprise ». À ses yeux, les 4 000 départs volontaires annoncés sont des licenciements, « ça devrait profiter aux anciens, à ceux qui ont travaillé dur, qu'ils puissent partir en pré-retraite ».



Manifestations de colère... et d'espoir

Les conflits sociaux reviennent sur le devant de la scène. Parce qu'ils sont le seul moyen de faire entendre les intérêts des salariés. Analyse.

« On devrait toujours regretter ses petites phrases. » La boutade lâchée lors de l'intervention télévisée de Nicolas Sarkozy le 5 février dernier sonne comme un difficile retour aux réalités. Le président de la République commentait sa sortie de juillet 2008 sur « ces grèves dont personne ne s'aperçoit ». Montée record du chômage (en janvier 90 000 demandeurs de plus), grève générale en Martinique et en Guadeloupe, mouvement des enseignants-chercheurs et des étudiants dans les universités, journée d'action du 19 mars après celle du 29 janvier, mouvement de défense de La Poste, conflits sociaux dans les entreprises... La crise et la saturation de « réformes » d'inspiration libérales sont passées par là. Le



code du travail, le salaire minimum ou la protection sociale, présentés comme des rigidités périmées, apparaissent comme autant de protections en sursis. Du coup, les luttes sociales reviennent au goût du jour, après avoir été longtemps stigmatisées dans les discours dominants qui prônent une « démocratie apaisée ». Ces luttes n'avaient d'ailleurs pas disparu du paysage, mais ont évolué comme le rappelle Sophie Beroud dans l'ouvrage *La lutte continue?* La sociologue pointe les réalités méconnues des conflits au travail: nouvelles pratiques contestataires, grève du zèle, pétitions et manifesta-

tions, refus d'heures supplémentaires... Ceux qui luttent ne sont plus les « conservateurs », les « révolutionnaires », voire des preneurs d'otages d'usagers. « Il y a conflit quand les demandes sociales, politiques et culturelles ne peuvent être gérées par les mécanismes institutionnels », soulignait en 1999 le sociologue Didier Lapeyronnie. Selon l'économiste, Christian Lavialle, partisan d'une sociale démocratie assumée: « Le rapport salarial est un champ de force, il convient d'équilibrer les rapports, d'autoriser la prise de parole des salariés pour que soient négociées les règles. » Tout le monde n'a pas les mêmes inté-

rêts à défendre, et c'est particulièrement vrai au moment où la crise présente la facture aux plus modestes. « La conflictualité est un moteur de l'Histoire », rappelait le 26 février Clémentine Autain dans sa chronique Dominants/Dominés sur France Culture à propos du mouvement en Martinique et à La Guadeloupe. Un moteur de conquêtes sociales, de la journée de travail de 8 heures, aux congés payés. De fait, ce qui importe dans la lutte sociale ce n'est pas tant qu'elle permet l'expression d'une colère, mais qu'elle ouvre une perspective d'espoir. ♦

Élus communistes et républicains

Malgré l'imposante journée de grève interprofessionnelle et de manifestations du 29 janvier et la poursuite des luttes dans de nombreux secteurs, le gouvernement et sa majorité de droite n'ont, pour le moment, apporté aucune réponse concrète à la hauteur des besoins des Français. Des besoins exprimés dans la plate-forme syndicale unitaire tels que l'augmentation des salaires et des pensions, l'arrêt de la casse des services publics, la défense de l'emploi et des protections sociales.

Aussi, les 8 organisations syndicales à l'initiative de la mobilisation du 29 janvier ont décidé unanimement d'appeler à une nouvelle journée d'action interprofessionnelle le 19 mars, pour maintenir la pression dans l'unité d'action. Les principaux partis et organisations de gauche, dont le parti communiste

français et ses élus, appellent à la mobilisation pour assurer le plein succès de la journée du 19 mars. La lutte exemplaire des salariés de la Guadeloupe et de la Martinique qui ont obtenu une hausse de 200€ des bas salaires démontre, si le besoin en était, que le gouvernement et le grand patronat peuvent reculer. D'autres choix sont possibles. Le 19 mars, soyons nombreux dans la rue pour infléchir la politique du gouvernement.

Hubert Wulfranc, Joachim Moysse, Francine Goyer, Michel Rodriguez, Fabienne Burel, Jérôme Gosselin, Marie-Agnès Lallier, Pascale Mirey, Josiane Romero, Francis Schilliger, Robert Hais, Najia Atif, Murielle Renaux, Houria Soltane, Daniel Vezie, Vanessa Ridet, Malika Amari, Pascal Le Cousin, Didier Quint.

Élus UMP, divers droite

Notre industrie souffrant d'un déficit de compétitivité structurelle amplifié par la crise financière et économique notre président Nicolas Sarkozy lors de son intervention du 5 février a annoncé la suppression de la taxe professionnelle sur la totalité des investissements productifs à partir de 2010.

Cette réforme répond à un objectif: garder nos usines en France et permettre à nos industriels de se battre à armes égales avec leurs concurrents étrangers.

Cette taxe nuit à notre compétitivité et pèse sur notre croissance parce qu'elle pénalise l'investissement dans l'outil de production. Sa suppression sera un allègement net de 8 milliards d'euros pour les entreprises qui va augmenter leur capacité d'autofinancement. En compensation de cela le

Premier ministre s'est engagé à ce que la perte subie par chaque collectivité territoriale soit intégralement compensée dans le respect du principe d'autonomie financière garantie par la Constitution. Ceci répond aux cris d'alarme des dirigeants de notre commune qui ont l'habitude de crier avant d'avoir mal ou s'ingénier à indigner les Stéphanois. D'ailleurs en mars, le Premier ministre réunira la conférence nationale des exécutifs pour engager la concertation sur les modalités de cette compensation.

Serge Cros, Louise Patenere, Gérard Vittet.

Élus socialistes et républicains

Le gouvernement vient de revoir ses prévisions de croissance pour l'année 2009 à la baisse, en entérinant un recul du PIB (Produit intérieur brut) de 1% à 1,5%.

Ces annonces viennent après les chiffres catastrophiques de l'augmentation du chômage en janvier.

La crise économique et la crise sociale frappent de plein fouet la France.

Ces nouvelles prévisions gouvernementales montrent ainsi l'inefficacité de ce plan, construit sur des prévisions positives de croissance. C'est un plan déjà dépassé.

Rappelons une nouvelle fois que pour être efficace, compte tenu de la nature de la crise, un plan de relance doit être massif: environ 50 milliards d'euros.

Il doit reposer sur le soutien à l'investissement et sur la relance du pouvoir

d'achat: aide exceptionnelle de 500€ aux bénéficiaires de la PPE (prime pour l'emploi) et des minima sociaux, revalorisation immédiate de 3% du Smic, baisse de 1 point du taux de TVA...

Il suppose également l'annulation du paquet fiscal et la suppression du mécanisme d'encouragement aux heures supplémentaires qui dans un contexte de recul de l'activité est un véritable facteur de chômage.

Relance du pouvoir d'achat et de la consommation sont indispensables.

Rémy Orange, Annette de Toledo, Patrick Morisse, Danièle Auzou, Daniel Launay, Thérèse-Marie Ramarosan, Catherine Depitre, Philippe Schapman, Dominique Grevrand, Catherine Olivier, David Fontaine, Béatrice Aoune-Sougrati.

Droits de cité, 100% à gauche

Le 19 mars en grève générale pour nos droits sociaux!

Les Antillais ont gagné et obtenu une hausse de 200€ nets pour les salaires inférieurs à 1,4 fois le Smic et une baisse des prix sur 100 produits de base.

Ils ont gagné par leur grève générale, leur détermination, leur unité sans faille. Là-bas comme ici, le Medef est arrogant mais a été obligé de céder. C'est donc possible!

Les luttes nombreuses effraient le patronat et Sarkozy. La Réunion s'y met aussi.

À nous d'y aller! 200€ pour les salaires, pensions et minimas sociaux. Même revendication, même combat!

Ensemble contre la loi Bachelot qui va détruire le service public de l'hôpital et notre droit à la santé. Ensemble

contre la privatisation de La Poste, pour le service public. Ensemble, contre la casse de l'Éducation nationale, pour un véritable avenir pour les jeunes.

Assez de ces vagues de licenciements quand les capitalistes se font des profits records. Le patron de l'imprimerie Morault à Saint-Étienne profite de la crise pour jeter ses salariés.

Pour gagner, construisons partout des collectifs unitaires comme aux Antilles. Le 19 mars, grève générale, tous dans la rue, salariés, population, jeunes, dans un immense raz de marée pour gagner sur nos revendications!

Michelle Ernis.

Rencontres

En quête de femme mosaïque

Olivier Gosse et la compagnie Art-Scène lancent leur nouveau projet : « La femme mosaïque ». Après Hartmann, ils s'adressent cette fois à toute la ville pour construire une série de portraits de femmes des quartiers.

Après Hartmann, Olivier Gosse et la compagnie Art-Scène reprennent le chemin des quartiers à la rencontre des habitants. Leur nouveau projet se situe cette fois à l'échelle de toute la ville. Intitulé « La femme mosaïque », il vise à construire une série de portraits de femmes, « *héroïnes anonymes du quotidien, figures emblématiques et incontournables, hautes en couleurs ou modestes inconnues dont personne ne soupçonne qu'elles ont un parcours remarquable* », souligne Olivier Gosse lors de la présentation de son projet. Pour y parvenir, l'homme de théâtre engage une nouvelle collecte de témoignages dans les quartiers. Il était ainsi au centre socioculturel Jean-Prévost le 20 février, devant les femmes de l'atelier communication de l'Aspic. Avec quelques habitants d'Hartmann, Jean-Baptiste et Jean-François, ce soir-là, Olivier Gosse lit des témoignages extraits du livre *On appelle ça de l'humanité*, édité par la Ville comme objet de mémoire du quartier Hartmann. À partir des récits, les femmes de l'assistance réagissent et racontent leur histoire. Zohra parle de son arrivée en France en 1960, la solidarité de sa voisine, qui l'a aidée dans ses démarches, la vie de l'époque. « *L'ouvrier ne gagnait pas grand-chose, mais la vie n'était pas chère. Maintenant, on gagne plus, mais tout est cher.* » Elle dit aussi sa crainte du racisme qu'elle a vu se développer au fil des ans.



Après une riche expérience menée dans le quartier Hartmann, l'association Art-Scène souhaite collecter de nouveaux témoignages d'habitants venant de toute la ville.

Olivier Gosse souhaite pouvoir récolter d'autres paroles pour les mettre en forme dans des ateliers d'écriture, dans les collèges, les centres socioculturels ou à l'antenne sociale Caf de la ville. Il envisage aussi des ateliers théâtre, croisant la participation des habitants et artistes qui interviendront dans la réalisation d'un spectacle final, la comédienne Sophie Caritté et le percussionniste Patrice Mizrahi. Pour Néné Camara, de

l'Aspic, le projet offre une belle opportunité à l'atelier de communication mis sur pied par l'association avec des femmes immigrées. « *Venir ici pour raconter son histoire, c'est une démarche d'appropriation de son histoire, très importante. Par exemple nombre d'enfants ignorent d'où viennent leurs parents, ils ont besoin de le savoir pour connaître leur identité.* » En parallèle, Art-Scène engage deux autres projets ambitieux, autour de

l'image. Avec « Résonances », le photographe Olivier Roche entend réaliser des portraits croisés de « figures » de différents quartiers, qui seront présentés par deux. Enfin, « Périphéries » proposera d'interroger avec des collégiens les formes d'urbanismes, espaces de vie, d'habitats et de travail. ◆

• **Prochaine rencontre** lundi 23 mars à 14 heures à l'antenne sociale Caf, place Jean-Prévost.

Mars, mois très danse

En mars, le Rive Gauche promet un mois très danse, avec une belle programmation de chorégraphes encensés par la critique... et le public.

Parlez-moi de l'amour, ose-rait-on demander à la chorégraphe Joëlle Bouvier, figure majeure de la génération des années 1980. Le 20 mars, elle s'empare du thème *De l'Amour*, dans cette pièce



La chorégraphe Carolyn Carlson donne à danser sa mythique pièce *Blue Lady* à... un homme, Tero Saarinen.

pour 8 interprètes. « *Dans ce spectacle, j'aimerais faire se croiser et se mélanger plusieurs histoires, fragments de vies éparpillées tel un kaléidoscope d'émotions humaines* », écrit la chorégraphe.

Carolyn Carlson, elle, s'attaque à une re-création les 24 et 25 mars.

Celle de son mythique solo *Blue Lady*. Elle confie son rôle à... un danseur, Tero Saarinen, qui se livre à un frissonnant numéro d'équilibriste: un homme qui devient une femme, en se jouant des codes travestissement. Carolyn Carlson explique qu'elle a cherché ce qu'il y avait d'universel, au-delà des genres, dans les émotions véhiculées par *Blue Lady*. Tero Saarinen a plongé en lui-même pour trouver et revendiquer sa

part de féminité.

Et après ça, *Que ma joie demeure*: Béatrice Massin avec la compagnie Fêtes galantes, nous invite le 31 mars à danser sur les *Concertos brandebourgeois* de Bach. « *Si le corps du danseur était un instrument de musique...* », se prend à rêver la chorégraphe qui confronte le style baroque et la danse d'aujourd'hui. Résultat: « *un sol rouge, éclatant, conçu pour devenir sous les pieds des danseurs un instrument de musique laissant sonner les "glissés", les "tombés", les "frottés" spécifiques à la danse baroque* ». ♦

• **Informations et réservations**
au 0232919494.

Diversité

Exposition → du 13 au 28 mars

Sur les pas de Toubastou

Une invitation au voyage imprégnée de paysages, de rencontres et d'émotions glanées au détour des chemins et des pistes au Sénégal, Laos, Vietnam, Cuba. Toubastou est une artiste autodidacte qui aime prolonger sur la toile son itinérance et partager le charme de ces instants furtifs... Expo proposée dans le cadre des Transeuropéennes. **Espace Georges-Déziré. Entrée libre.**

Théâtre → 21 mars

Baudelaire ou la douleur savoureuse

Il était une fois une femme et un homme feuilletant les pétales des *Fleurs du Mal*, ces poèmes de Charles Baudelaire où se croisent et se mêlent l'amour et le désespoir, le désir et la déchéance. En contrepoint, un clown puritain, le censeur: «outrage à la morale publique!» Par le théâtre de l'Écart avec Claudine Lambert, Daniel Lesur, Claude Soloy. **Bibliothèque Elsa-Triolet à 18 heures. Entrée gratuite. Renseignements et réservations souhaitées à l'accueil des bibliothèques ou au 0232 95 83 68.**

Stage → 21 et 22 mars

Danse contemporaine

Stage de danse contemporaine mené par Joanne Leighton au Rive Gauche, en collaboration avec l'Association sportive Rouen université club. **Samedi 21 de 15 à 19 heures et dimanche 22 de 10 h 30 à 15 h 30. Réservations obligatoires au 0232 9194 90. Tarifs: 34 € (+ adhésion Asruc: 10 €).**



Exposition →

du 23 mars au 18 avril

Richard Mammana

Sur proposition de l'atelier dessin et arts plastiques qui se déroule dans le centre Georges-Brassens chaque semaine, les productions de Richard Mammana livrent une richesse de couleur. Entre dépaysement et invitation au voyage. **Centre Georges-Brassens. Entrée libre. Accueil de groupes et de scolaires sur rendez-vous, renseignements au 0235 64 06 25.**

Concert → 26 mars

En-semble!

Dans le cadre de l'Heure du jeudi, l'orchestre d'harmonie des cadets, suivi des orchestres d'harmonies 1^{er} et 2^e cycles se produiront en public avec l'orchestre des 1^{er} et 2^e cycles de musique ancienne et l'ensemble à cordes des cadets.

Espace Georges-Déziré, salle Raymond-Devos à 19 heures. Entrée gratuite.

Mais aussi...

Lulu, ciné-théâtre, création de Cartoun Sardines, au Rive Gauche, le 17 mars à 20 h 30. Billetterie: 0232 9194 94.

Chantal Prévost, exposition jusqu'au 17 avril. Le Rive Gauche, entrée libre du mardi au vendredi de 13 heures à 17 h 30. Expo non visible le 8 avril.

Éric Le Lann/Jannick Top, jazz, le 27 mars à 20 h 30 au Rive Gauche. Billetterie: 0232 9194 94.

OPTIQUE DU ROUVRAY

du CHOIX, des PRIX
des services

Ouvert : du mardi matin au samedi 17h - (Face à l'Hôtel de Ville)
30, rue Lazare Carnot - Saint Etienne du Rouvray
Tél. : 02 32 91 23 52

SECURITEST 
CONTROLE TECHNIQUE AUTOMOBILE

Alexis ROUAS

-4€

EURL
des 4 Mares
(derrière Intermarché)

Saint Etienne du Rouvray

 **02 35 64 70 50**

Annoncez-vous dans

Le Stéphanois

Diffusé chez tous vos clients
résidentiels ou professionnels,

Distribué dans toutes
les boites aux lettres



médias GROUPE MÉDIAS
& PUBLICITÉ

Tél : 01 49 46 29 46

mpublicite@groupe medias.com
www.groupe medias.com

COMMANDEZ SUR INTERNET
24/24h
7/7j



**SERVICE
GRATUIT !**

www.expressdrive.fr

“ Faîtes vos courses
sans faire la course ! ”

1 VOUS CHOISISSEZ VOS PRODUITS

sur www.expressdrive.fr parmi des milliers de références
de produits de grande consommation (épicerie, liquide, droguerie, hygiène, frais, surgelés...)

2 VOUS RÉCUPÉREZ VOS COURSES



2 heures après votre commande par internet

Express Drive
E.LECLERC 

Centre Cial E. LECLERC - av. de la Mare au Daims
76803 St Etienne du Rouvray

**Saint Etienne
du Rouvray**

CLB
concentré d'adresses : 05 61 53 82 71

Athlétisme

L'arrivée du tour

Courir, sauter, lancer, c'est la base de l'athlétisme. Depuis sept ans, l'Agglotour invite les jeunes de l'agglomération à la découverte de ce sport aux multiples disciplines.

L'Agglotour a repris la route des stades et des gymnases. Organisé par la Communauté de l'agglomération et le Stade sottevilais, parrainé par Ydrissa M'Barke, champion d'Europe du 4x400 mètres, l'Agglotour est passé pendant les vacances par Franqueville-Saint-Pierre, Oissel, Rouen, Darnétal, Mont-Saint-Aignan ou encore Saint-Étienne-du-Rouvray. Une quarantaine de petits Stéphanois, fréquentant les activités de Ticket sport et le centre de loisirs de La Houssière en février, ont ainsi participé tout un après-midi aux épreuves de course d'obstacle, lancer de poids, saut en longueur. Les bases de l'athlétisme.

L'ambiance entre jeunes sportifs est à la fois studieuse et décontractée. « C'est du sport, c'est bien », apprécie un trio de jeunes filles attendant leur tour pour lancer le ballon qui ici fait office de poids. « L'objectif est de permettre au plus grand nombre de découvrir l'athlétisme », explique Yann Quedeville, référent du Stade



Les animateurs de l'Agglotour, de jeunes sportifs du Stade sottevilais, ravis de partager leur passion pour l'athlétisme.

sottevilais, organisateur technique de ce tour athlétique. *Et aussi de travailler la mixité sociale en passant sur toutes les communes de l'agglomération. Ensuite les jeunes qui sont intéressés peuvent intégrer un club.* »

L'équipe de l'Agglotour est composée de jeunes athlètes du Stade sottevilais, coureur de demi-fond, sprinteur, sauteuse en hauteur. Certains ont

découvert leur sport avec l'Agglotour, comme Majdi Ayadi, sportif quevillais de 16 ans qui pratique aujourd'hui le demi-fond avec succès : champion départemental, deux fois champion de Normandie, champion interrégional depuis février, il prépare actuellement le championnat de France. Mais il prend le temps de venir initier les plus jeunes. « Je transmets un peu

ce qu'on m'a appris », dit-il en souriant.

Aux prochaines vacances, l'Agglotour fera escale ailleurs. Au total, un millier de jeunes y participeront, jusqu'à la finale le 8 juillet qui rassemblera près de 400 jeunes candidats sportifs sur le stade de Sotteville-lès-Rouen. Les meilleurs seront invités à un stage au Stade sottevilais pour continuer la découverte.

« Nous espérons ainsi relancer des activités d'athlétisme régulières dans les villes », poursuit Yann Quedeville, qui intervient aussi dans les collèges. L'an prochain une classe avec option athlétisme devrait voir le jour au collège Louise-Michel. Peut-être une nouvelle pépinière. ♦

Vite dit

Football, les prochains matchs

- 15 mars : stade Youri-Gagarine, 15 heures, seniors :

FCSER/Le Houleme-Bondeville

- 29 mars : stade Youri-

Gagarine, 13 heures, 18 ans : FCSER/Mesnil-Franqueville ; 15 heures, seniors : FCSER/Mesnil-Franqueville.

Baptême de plongée

Le service municipal des sports et le club

subaquatique organisent des baptêmes de plongée à la piscine Marcel-Porzou samedi 21 mars de 14 h 15 à 17 heures. L'animation est gratuite et proposée à tout nageur et nageuse de plus de 10 ans, attention nombre de places limité.

Full contact

Fouad Habbani qui fut entraîneur du club stéphanois de full contact, qui est aujourd'hui entraîneur de l'équipe de France, remet en jeu pour la 3^e fois le 14 mars son titre de champion du

monde (-60 kg), face au Hongrois Kornel Sandor, au gymnase de Pont-Audemer. Éric Langlais président du club stéphanois fait partie des juges.



Constructeur d'emplois

Alain Goussault a créé et dirigé pendant vingt-cinq ans l'entreprise d'insertion par l'économique, l'Abbei. Il quitte la ruche mais fourmille de nouveaux projets.

Il a le goût d'escalader les montagnes. Pendant les vacances où il pratique l'alpinisme avec ardeur, mais aussi dans la vie courante. Animateur social à l'Aspic, association de prévention spécialisée, Alain Goussault a créé

dès 1984 une entreprise d'insertion par l'économique: l'Abbei. Autrement dit « Activités bois bâtiment entreprise d'insertion ». « Avant, un certain nombre de jeunes adultes s'inséraient dans le travail, de façon chaotique mais à force y arrivaient. En 1970 avec le début

de la crise, ça s'est bloqué. C'était le moment d'imaginer, se souvient-il. Quand les grandes réhabilitations des HLM ont commencé, en 1984, on n'a pas voulu passer à côté des questions sociales. Nous voulions mettre les gens en position de réhabilitateurs, surtout ceux qui dégradent. Cela a commencé sur les tours Tourmalet et Aubisque. »

Autogestion chez les jésuites

Il en sourit encore. L'action pédagogique est devenue une entreprise performante, avec une quinzaine de salariés, dont onze menuisiers et peintres professionnels encadrant les stagiaires. L'Abbei a aidé en vingt-quatre ans plus de mille personnes à reconstruire un savoir professionnel et un avenir, en rénovant des centaines de logements. Et les subventions ne comptent que pour 10 % dans le compte d'exploitation. « Notre valeur ajoutée, c'est l'insertion, l'humain. Tous les actes sont pensés sur cette unique finalité, l'organisation du travail, l'encadrement, la formation sur le chantier... Les salariés en insertion sont des boosters, ils poussent sans cesse à construire des réponses nouvelles pour avancer en préservant l'entreprise. » Quand il a demandé, en toute logique, à adhérer à la fédération du bâtiment, ça a un peu toussé du côté des entrepreneurs. « Je leur ai dit que l'Abbei n'était pas un concurrent mais un apport à leur profession. »

Alain Goussault a appris l'autogestion au pensionnat à Reims, chez les jésuites. Après des études de maths, de philosophie, de littérature, il se dit qu'il a envie d'autre chose. Il découvre l'action sociale à tra-

vers l'accueil d'enfants placés en maison de correction, puis avec ATD Quart-monde, « une approche promotionnelle, pas assistancielle, insiste-t-il. C'est cette approche que j'ai gardée en prévention spécialisée ». Il a fait de l'insertion son cheval de bataille et compte parmi ceux qui ont gagné le petit article 14 du code des marchés publics qui autorise la clause d'insertion sociale. « Saint-Étienne-du-Rouvray, c'est la Silicon Valley de l'insertion par l'économique, la Ville a toujours apporté un soutien dynamique », souligne celui qui se dit « stéphanois de cœur et de combat ».

Il rêve d'un label HQS, haute qualité sociale, comme il existe la haute qualité environnementale. « On dit "les gens sont éloignés de l'emploi" N'est-ce pas plutôt l'emploi qui s'est éloigné des gens? Comment repenser l'emploi dans une société d'exclusion? L'entreprise peut être un formidable outil. » Face à la crise, il met en avant l'économie solidaire « des citoyens choisissent d'investir sur des enjeux sociétaux, c'est la preuve d'une révolution lente ».

À 62 ans, Alain Goussault a passé la main à Jean Lallet pour poursuivre la « ruche de l'Abbei », mais pas question de retraite: il préside l'Union régionale des entreprises d'insertion, et siège au Conseil économique et social régional où il anime la commission « qualité de la vie et lien social ». Vaste programme qui lui va bien... Il a aussi quelques projets, « monter une entreprise d'insertion dans la restauration, ça manque sur le territoire », et lancer un projet solidaire avec Madagascar, « un retour sur investissement en quelque sorte, puisque j'ai fait mon service en coopération là-bas ». ♦